

Zoom sur le prêt garanti par l'État



© 2021 Les Echos Publishing

Instauré en mars 2020, le prêt garanti par l'État (PGE) fait partie des nombreux dispositifs de soutien aux entreprises en difficulté en raison de la crise sanitaire et économique. Pouvant être souscrit jusqu'au 31 décembre 2021, il leur permet d'obtenir plus facilement un financement bancaire grâce à la caution apportée par l'État. À ce titre, les PGE souscrits il y a un an, au début de la crise sanitaire, arrivent maintenant à échéance. La question se pose donc pour les entreprises concernées de savoir si elles doivent ou non rembourser, ou commencer à rembourser, leur PGE. L'occasion de revenir en détail sur ce dispositif.

Accident de paint-ball : lorsqu'une personne enfreint les consignes de sécurité



© 2021 Les Echos Publishing

Quand une personne cause un accident en enfreignant délibérément les consignes de sécurité et que les mesures de sécurité sont jugées suffisantes, l'association organisatrice ne peut être considérée comme négligente.

La responsabilité pénale des personnes morales



© 2021 Les Echos Publishing

Une personne morale (une société notamment) peut être condamnée pénalement au même titre qu'une personne physique. Le Code pénal (art. 121-2) prévoit en effet que les personnes morales sont pénalement responsables des infractions commises, pour leur compte, par leurs organes ou leurs représentants. Toutes les personnes morales (à l'exception de l'État, bien sûr) et toutes les infractions (contraventions, délits ou crimes) étant visées. Le point sur cette responsabilité pénale.

Le cautionnement souscrit par le dirigeant de société



© 2021 Les Echos Publishing

Très souvent, pour ne pas dire systématiquement, le dirigeant d'une société est amené à se porter caution pour elle en contrepartie de l'octroi d'un crédit ou d'un découvert bancaire. Il prend ainsi l'engagement d'honorer personnellement les échéances de prêt de sa société au cas où elle serait défaillante, c'est-à-dire dans l'hypothèse où elle serait placée en redressement ou en liquidation judiciaires. Son patrimoine privé est donc engagé, et parfois aussi celui que le dirigeant détient en commun avec son conjoint. S'il peut sembler anodin, le cautionnement est, au contraire, un acte important, parfois lourd de conséquences...

Fonds de solidarité : retour sur les derniers changements



© 2020 Les Echos Publishing

Le fonds de solidarité a été créé pour aider les PME affectées par la crise du Covid-19. Mise en place au mois de mars, puis réduite au fil des mois, cette aide a été reconduite et renforcée pour les mois de novembre et de décembre 2020 en raison du reconfinement. Présentation de ses nouvelles conditions d'octroi.

Zoom sur la réglementation des soldes



© 2020 Les Echos Publishing

Reportés de deux semaines en raison du reconfinement, les prochains soldes d'hiver se dérouleront, en principe, du mercredi 20 janvier au mardi 16 février 2021. L'occasion de rappeler les règles que les commerçants doivent respecter lorsqu'ils organisent ces opérations.

Fonds de solidarité : les nouvelles règles applicables



© 2020 Les Echos Publishing

Le fonds de solidarité a été créé pour aider les TPE affectées par la crise du Covid-19. Mise en place au mois de mars, puis réduite au fil des mois, cette aide a été reconduite et renforcée pour les mois d'octobre et de novembre 2020 en raison du reconfinement. Tour d'horizon de ses nouvelles conditions d'octroi.

Covid-19 : le guide pratique téléchargeable des aides aux entreprises



© 2020 Les Echos Publishing

Pour vous aider à bénéficier des aides et des mesures de soutien aux entreprises mises en place par les pouvoirs publics dans le cadre de la crise sanitaire du Covid-19, le cabinet vous propose de télécharger son guide pratique à jour des dernières mesures.

Délégation de pouvoirs, mode d'emploi



© 2020 Les Echos Publishing

La pratique des délégations de pouvoirs est courante, en particulier dans les grandes sociétés et les groupes. Les délégations de pouvoirs n'ont pas seulement pour vertu d'alléger l'agenda du dirigeant, elles peuvent aussi, en cas d'infraction, permettre à ce dernier de s'exonérer de sa responsabilité pénale. Mais pour être efficace, une délégation de pouvoirs doit satisfaire à certaines conditions.

Covid-19 : les aides aux entreprises encore mobilisables



© 2020 Les Echos Publishing

Au printemps dernier, au moment où l'épidémie de Covid-19 s'est abattue sur notre pays, les pouvoirs publics ont mis en place un certain nombre de dispositifs (aides financières, prêts garantis, report de charges fiscales et sociales...) destinés à permettre aux entreprises, petites, moyennes ou grandes, de traverser la période difficile qui s'en est suivie. Six mois plus tard, l'État continue à apporter son soutien financier aux entreprises, en particulier à celles en proie aux plus grandes difficultés. Voici un point sur les dispositifs, anciens ou nouveaux, dont elles peuvent (encore) bénéficier.